

LE SOCIALISME

Causerie et infos en bref.

(Apprendre pour comprendre, comprendre pour agir. V. I. Lénine)

Le 26 octobre 2026

J'ai eu une nouvelle crise la nuit dernière plus grave que les précédentes, elle a duré jusqu'à 4h30 du matin. Je ne suis pas sûr de pouvoir continuer les causeries les jours suivants. Dès que j'aurai terminé celle-ci, j'irai me reposer et essayer de dormir.

Juste un mot sur le Brésil.

Les médias ont fait campagne pour le candidat néoconservateur et passablement fasciste Flávio Bolsonaro, le rejeton de d'ex-président brésilien Jair Bolsonaro de 2019 à 2023. Il y a quelques mois, ils commencèrent par annoncer la défaite de Lula, puis, plus on se rapprochait du scrutin, ils modérèrent leur enthousiasme, Flávio Bolsonaro ne devait plus l'emporter que d'une courte tête, et la veille du scrutin ils annoncèrent qu'ils étaient à égalité, histoire de ne pas trop se mouiller.

N'importe quel observateur aurait pu remarquer comment les médias mainstream s'y prenaient pour tenter d'influencer l'opinion tout en se ménageant une porte de sortie. Au tout dernier moment, ils ont même osé affirmer que Lula aurait peut-être réussi à combler son retard, qui sait, il aurait même encore une chance de l'emporter, non, sans blague ?

Quelle comédie, quel cirque, oui ! Quand il y a 8 jours en arrière, ils ont annoncé que le parlement brésilien avait adopté la semaine de 5 jours de travail au lieu de 6, en fait sa généralisation à tous les travailleurs brésiliens, je me suis dit que Lula était réélu, c'était automatique, écrit, sauf pour ces médias malfaisants qui jusqu'au bout espéreront que leur candidat l'emporte, eh ben non, il n'y aura pas eu de miracle !

Mélenchon peut-il l'emporter ? On abordera ce sujet plus loin, en attendant je n'y crois pas, mais qui sait. Il y a un truc que je n'ai pas abordé dans cette causerie.

Il faudrait qu'une partie des électeurs potentiels de Attal et Philippe, ainsi que ceux penchant pour Glucksmann, donc à la base des électeurs pas vraiment de gauche ou plutôt déjà très à droite, désarmés par leurs campagnes misérables et sensibilisés par le désarroi de la jeunesse, s'en détournent au profit d'un candidat ayant plus de charisme, qui en un mot paraisse plus sincère et humain, qui ne soit pas un révolutionnaire enragé comme moi, un social-démocrate assumé, de longue date, c'est rassurant, pour qu'ils soient disposés à voter Mélenchon, qui sait, avec les classes moyennes vous pouvez vous attendre à tout, au pire, mais aussi au meilleur, il ne faut jamais l'oublier.

Dans ce cas-là, je n'aurais pas eu besoin d'appeler à voter pour lui, je serais plutôt satisfait sans m'être mouillé ou compromis. Quant au reste, je n'en serais pas comptable puisque mon orientation politique serait demeurée identique.

Pour ce qui est de la violence, elle est uniquement imputable à l'Etat, au capitalisme.

Je vais vous raconter une petite histoire.

Je devais avoir une dizaine d'années, c'était la fête des Pères. J'étais scolarisé à l'école privée saint Joseph, rue de la Bienfaisance dans le 8e arrondissement de Paris, une idée à la con de mes parents très pauvres. A l'école, le professeur demanda à chaque élève le cadeau qu'il allait faire à son père. Quand arriva mon tour, j'étais gêné parce que je n'avais pas un centime pour lui en acheter un, et quant à lui en fabriquer un, je n'avais aucune imagination. Je ne me souviens plus ce que j'ai répondu, peu importe, toujours est-il que l'idée d'un stylo à plume me vint à l'esprit.

En sortant de l'école, sur mon parcours se trouvait une entrée du grand magasin Le Printemps, j'y allai afin de me procurer discrètement cet objet, étant donné ma petite taille je pensais que je passerais inaperçu, pas de bol, je me fis pincer. Je racontai mon histoire à un des directeurs du magasin qu'ils envoyèrent chercher, il y eut ensuite un conciliabule avec le vendeur et le responsable de service, attendris par mon histoire et mon air si naïf, ils me laissèrent partir. C'était la première fois que je volais dans un magasin... et pas la dernière, mais plus tard, ce sera pour bouffer.

C'est la pauvreté ou l'injustice sociale qui avait fait de moi un gosse voleur, car j'avais reçu ce qu'on appelait à l'époque une bonne éducation, à la trique, quelle horreur entre nous ! Car on peut très bien élever un enfant sans le brutaliser, mais pour cela, encore faut-il avoir un niveau d'instruction et de conscience suffisamment élevé, ce que n'avaient pas mes parents malheureusement pour eux comme pour moi. Parfois cela ne suffit pas, leur société hyper individualiste peut tout pourrir. J'en sais quelque chose, ma fille que je n'ai jamais touché de ma vie et que j'ai toujours respecté m'a renié, et pourtant je l'aime toujours autant.

Les enfants, la jeunesse ont le droit au même égard, au même respect, ce qu'ignorent Macron et l'Etat, son appareil policier.

Les journalistes ont couvert le congrès du RN-FN comme s'il s'agissait d'un parti comme un autre, ici, dorénavant chaque fois on évoquera le parti fasciste officiel.

Note informatique.

J'ai viré Adobe Acrobat de mon ordinateur, ils avaient découvert que j'utilisais une version piratée et me harcelaient.

Vous pouvez télécharger gratuitement en français le créateur et éditeur de PDF ArtCraft, il remplit les mêmes fonctions qu'Adobe Acrobat, l'avantage, c'est qu'il est en open-source et gratuit. Ils ont aussi une version de Photoshop...

<https://www.getartcraft.com/apps>

Les vidéos de démonstration :

https://www.youtube.com/watch?v=LbG_QGCsF48

https://www.youtube.com/watch?v=_OvC-xOpWc

Ne jamais connecter un disque dur ou une clé USB aux ports USB situés à l'avant de l'ordinateur, car leur fonctionnement est ralenti parce qu'ils sont reliés par un fil très fin à la carte mère, alors que les ports USB situés à l'arrière sont directement connectés ou soudés sur la carte mère.

Si vous voulez télécharger des vidéo, vous pouvez essayer avec Open Vidéo Downloader en version française.

<https://apps.microsoft.com/detail/9p53s4t9znj5?hl=fr-FR&gl>

Nous sommes les otages de l'opportunisme.

On a été obligé de soutenir les manifestations des 17 et 24 octobre, sans se faire la moindre illusion, parce que nous savions qu'elles avaient été conçues comme des journées d'action bidon, autrement dit, sachant qu'il n'en soutirerait rien ou qu'elles ne serviraient à rien, si j'ai appelé à y participer, c'était uniquement parce que les travailleurs et les militants n'avaient pas d'autres moyens à leur disposition pour exprimer leurs légitimes aspirations et montrer qu'ils s'opposaient à la politique néolibérale de Macron.

Et cela continue avec l'élection présidentielle. Voilà qu'ils annoncent que tous les sondages donnent Mélenchon au second tour contre la fasciste Le Pen. Jusqu'à présent j'ai appelé à ne pas participer à cette élection, à la boycotter, à la fois parce que c'est sinistre mascarade et elle légitime la Constitution antidémocratique de la Ve République, mais la tournure que prend la campagne électorale pourrait nous amener à faire évoluer notre position.

Nous savons que Mélenchon est un social-démocrate ou un couteau sans lame, et par conséquent, il n'y a rien de bon à en attendre, il ne rompra pas avec le capitalisme et les institutions de la Ve République, ni avec les instances internationales du capital, notamment l'UE et l'ONU. Pour autant, aux yeux de millions de travailleurs il incarne le progrès social, le réformisme et la démocratie, ce qui est trop pour le camp de la réaction qui n'entend pas céder un pouce de terrain à la classe ouvrière sur le plan économique ou politique. L'oligarchie sait que Mélenchon n'est pas un révolutionnaire ou qu'il ne représente aucune menace pour le capitalisme, et elle a conscience que ses contradictions sont autant de failles qu'elle pourra exploiter le moment venu pour l'affaiblir et le faire tomber s'il osait la défier, lui aussi il le sait.

Si on ignore qui des illusions et des aspirations des travailleurs l'emporteront, on est face à un dilemme entre refuser de le soutenir et se retrouver au côté de ceux qui œuvrent pour qu'il ne soit pas élu. S'il ne lui manquait que quelques voix pour être élu, on nous reprocherait d'en partager la responsabilité, ce qui serait injuste puisque notre audience est infime, mais cela pourrait être interprété de cette manière-là. Toujours est-il que dans ce cas de figure, les travailleurs conserveraient leurs illusions dans Mélenchon et LFI, et au-delà dans les institutions. Dans l'autre hypothèse, nous le soutiendrions au risque de passer pour des alliés de la social-démocratie ou de participer nous-mêmes à cette escroquerie politique. Une fois que les travailleurs en auraient pris conscience ou qu'ils soient revenus de leurs illusions dans cet histrion du régime, nous pourrions toujours nous en sortir, en faisant valoir que nous avons privilégié l'état d'esprit ou les aspirations des travailleurs, et que si des reproches devaient être adressés à quelqu'un, ce ne serait pas à nous, car nous n'avons pas émis la moindre illusion aussi bien dans Mélenchon ou LFI que dans le processus électoral qui se déroulait dans le cadre des institutions de la Ve République.

On pourrait ajouter que, quoi qu'on dise aux travailleurs et aux militants, ils ne nous écoutaient pas ou ils rejetaient notre orientation politique, par conséquent, il serait très mal venu de nous reprocher quoi, sinon l'absence de maturité de la conscience politique des masses, ce serait injuste car nous n'avons à ce stade aucun pouvoir dessus, c'est vers tous les autres courants du mouvement ouvrier qu'il faudrait se tourner ou à qui il faudrait que les travailleurs et les militants réclament des comptes, pas à nous qui dénonçons et combattons leur opportunisme autant l'impérialisme.

La discussion est ouverte... et déjà fermée, puisque mes lecteurs refusent d'y participer ! Ce qui est bien au moins, c'est qu'on n'aura pas à tenir compte de leurs avis puisqu'ils n'en ont pas.

J'ai quelques points communs avec Mélenchon. Nous avons pratiquement le même âge à 4 ans près, et nous avons failli nous croiser à l'OCI (Organisation Communiste Internationaliste, courant trotskyste dit lambertiste), puisqu'il l'a quitté en 1976, alors que mes premiers contacts avec l'OCI remontent entre 1976 et 1977, j'y resterai jusqu'en 1981. La ressemblance s'arrête là, on aurait pu ajouter qu'il était né à l'étranger, alors que je vais y mourir. Mélenchon est né à Tanger, je suis né à Paris, je vis à Trichitrambalam, au Tamil Nadu en Inde du Sud. Il a été prof de français pendant une très brève période, moi aussi, plus courte encore.

Ensuite, nous n'avons plus rien en commun. Il a fait carrière au PS et il admire Mitterrand, il est social-démocrate, alors que pour moi, le PS figure parmi nos ennemis tout comme Mitterrand, et je me définis marxiste si cela veut dire quelque chose, et communiste, autant dire que nous n'avons plus grand chose en commun.

Pour revenir à notre sujet et dilemme, chacun décidera de voter ou non lors de l'élection présidentielle pour le candidat de son choix, ce sera ma position pour le moment. Je me méfie de Mélenchon comme de la peste, car avant chaque élection, quand on était encore éloigné de la date du scrutin, il avait pris l'habitude de tenir un discours radical, par exemple sur l'UE, pour revenir dessus peu de temps avant le premier tour ou entre les deux tours, afin de brasser plus large ou récupérer des voix plus modérés.

Et puis, dans l'état actuel des sondages, il semblerait qu'il n'ait aucune chance de l'emporter au second tour, parce que les Français seraient très majoritairement à droite, alors dans quelle galère on irait se foutre, pour finalement soutenir un loser ! On peut aussi se faire cette réflexion, pourquoi pas ?

Du point de vue socialiste, le boycott me semblait le plus approprié, car cette élection ne concerne pas des candidats ou des partis, mais l'Etat, les institutions du pays qui représentent les intérêts du capitalisme.

Nouvelle journée de mobilisation le 31 octobre.

"Notre réponse, c'est l'union": les gilets jaunes appellent à une nouvelle mobilisation le 31 octobre contre une "dérive autoritaire" - BFMTV 24 octobre 2026

Les gilets jaunes ont appelé ce samedi 24 octobre à une nouvelle journée de mobilisation pour "*la défense des libertés publiques*" le 31 octobre, avec rassemblements et sit-in devant l'Assemblée nationale et les mairies françaises pour dénoncer ce qu'ils qualifient de "dérive autoritaire" du gouvernement.

"Il y a une colère dans ce pays" qui "n'est pas entendue", selon la déclaration samedi des gilets jaunes dénonçant "le mépris, le refus d'écouter, le mensonge et la répression" du gouvernement.

"Nos libertés sont attaquées", selon les gilets jaunes, fustigeant "la dérive autoritaire" de l'exécutif qui a interdit de nombreux cortèges en France ce samedi, une semaine après les violences et pillages qui ont secoué le pays.

Publicité

Le samedi 31 octobre, *"nous manifesterons pour la liberté de manifester, et pour toutes nos libertés"*, ont déclaré Benjamin Ball et Azelma Sigaux, deux membres de la coordination des gilets jaunes lors d'une conférence de presse organisée devant un café de la place de la Bastille, censée initialement être le point de départ à Paris du cortège contre la vie chère et pour les revendications lycéennes.

"Le gouvernement tente de nous diviser. En criminalisant notre mouvement, il veut empêcher le front uni qui est en train de naître", ont dénoncé les gilets jaunes Benjamin Ball et Azelma Sigaux en lisant tour à tour une déclaration.

"Notre réponse, c'est l'union", ont-ils poursuivi en appelant à "des assemblées de convergence partout en France" réunissant "lycéens, étudiants, gilets jaunes, travailleurs, paysans, retraités..."
"Il y a une colère dans ce pays, elle monte dans les lycées et dans les facs, sur les ronds-points, dans les quartiers, dans les champs, et sur les lieux de travail", a déclaré Azelma Sigaux.

France : le gouvernement aurait préparé le blocage des réseaux sociaux face aux manifestations du – RT 24 octobre 25 oct. 2026

En pleine vague de contestation sociale, le gouvernement français aurait préparé une éventuelle suspension de plusieurs réseaux sociaux à l'approche des manifestations du 24 octobre. Selon une enquête de Blast, le Premier ministre Sébastien Lecornu aurait demandé aux principaux opérateurs télécoms de préparer un blocage temporaire pour cette date. La mesure n'a finalement pas été déclenchée.

Dans une lettre datée du 22 octobre, Sébastien Lecornu demandait à Orange, SFR, Free et Bouygues Telecom de préparer une éventuelle suspension de TikTok, Instagram et Snapchat. Selon les documents obtenus par Blast, le réseau social X a ensuite été ajouté à la liste.

Le Premier ministre souhaitait pouvoir couper l'accès à ces plateformes pendant plusieurs heures, lors du week-end des 24 et 25 octobre. Les opérateurs devaient anticiper les opérations techniques afin d'exécuter sans délai une éventuelle instruction, tout en gardant ces préparatifs confidentiels.

Pour justifier cette initiative, Matignon affirmait que les réseaux sociaux avaient joué un « rôle décisif » dans la diffusion d'appels illégaux et la coordination de violences lors des manifestations précédentes. Le gouvernement évoquait notamment l'organisation de pillages et la circulation d'informations sur les déplacements de groupes et les positions des forces de l'ordre.

Le blocage devait reposer sur le filtrage des noms de domaine (DNS). Il était présenté comme temporaire et pouvait être interrompu en cas de risque pour le fonctionnement des réseaux télécoms.

Des opérateurs sceptiques face à une mesure juridiquement contestée

Le projet a cependant rencontré de sérieuses objections. Le 23 octobre, une visioconférence de 70 minutes a réuni des représentants du gouvernement et les directions juridiques des quatre opérateurs. Selon le compte rendu consulté par Blast, ces derniers ont exprimé des doutes sur la légalité et l'efficacité du dispositif.

Les entreprises ont expliqué qu'elles ne pouvaient pas limiter rapidement le blocage aux téléphones mobiles et à certaines zones géographiques. Elles ont également souligné que les restrictions pourraient être contournées au moyen de VPN ou de messageries alternatives.

Sur le plan juridique, les opérateurs réclamaient un acte signé, daté, motivé et publié, tandis que le gouvernement jugeait suffisante une simple instruction individuelle. Ils s'interrogeaient également sur la proportionnalité d'une restriction touchant des plateformes utilisées par une large partie de la population.

France. Compte rendu de la journée du 24 octobre 2026.

- Sur le front des chiffres, la CGT affirme que « près de 800 000 personnes » auraient battu le pavé en cette deuxième journée de mobilisation nationale, dont 250 000 à Paris. De son côté, la préfecture de police de la capitale avance le nombre de 110 000 personnes ayant défilé.

- Ce 25 octobre au matin, le ministère de l'Intérieur annonce 1 314 interpellations et 53 membres des forces de l'ordre blessés. La veille, peu avant 20h, Laurent Nuñez avait annoncé « *près de 1 000* » interpellations, contre 389 au même moment lors de la journée du 17 octobre. Toujours à titre de comparaison, il y a une semaine, après une journée où des scènes de chaos avaient été observées à travers tout le pays, les autorités françaises avaient annoncé 1 800 interpellations.

Plus tôt dans la matinée, la préfecture de police de Paris avait annoncé auprès de la chaîne BFMTV que 142 interpellations, dont 126 gardes à vue, avaient eu lieu dans la capitale, rehaussant un précédent bilan de 65 interpellations et 40 gardes à vue. Selon la même source, deux commerces parisiens auraient été dégradés, dont un pillé. RT 25 octobre 2026

Un internaute

- Le 2 octobre 2026, à Reims, un homme masqué, filmé lançant une pierre vers la police, tente de se cacher avant de se réfugier auprès des policiers. Le procureur confirmera qu'il s'agissait d'un agent de la BAC

Un autre internaute.

En marge de la manif de samedi :

Pendant qu'un magasin se fait PILLER, des policiers sont filmés juste EN FACE, en train de DISCUTER !

https://x.com/focusmedia_fr/status/2111922982461592035?s=46

Ici les casseurs rentrent au poste après avoir démolis et piller les magasins

https://x.com/shanna_bylka/status/2111944193040130527?s=46

Filmés en train DE DÉROBER des chaussures, les deux agents les dissimulent DANS LA VALISE de leur moto.

https://x.com/focusmedia_fr/status/2111824253225951685?s=46

Un autre pillage de la police qui nous protège

<https://x.com/salhanderlizbet/status/2111934902287618361?s=46>

Ils auront tout tenté pour décourager travailleurs et jeunes de manifester, en vain !

Sur le front des chiffres, la CGT affirme que « près de 800 000 personnes » auraient battu le pavé en cette deuxième journée de mobilisation nationale, dont 250 000 à Paris. De son côté, la préfecture de police de la capitale avance le nombre de 110 000 personnes ayant défilé.

Manifestation ce 24 octobre à Paris - RT 24 octobre 2026

Un parcours initial validé « *après deux longues réunions consacrées à la sécurisation du cortège et aux conditions nécessaires au bon déroulement d'une manifestation pacifique* », avaient souligné dans la foulée les organisations de l'intersyndicale d'Île-de-France, fustigeant un parcours « imposé » et un « *revirement de dernière minute* » de la préfecture de police, qui à leurs yeux « *fragilise les conditions de sécurité de la manifestation* ». Syndicats qui, après le rejet de leur recours devant la justice administrative dans la matinée de ce 24 octobre, ont finalement accepté de défiler sur ce nouveau parcours.

« *Évidemment qu'il y aura des gens à Bastille, rendez-vous sur lequel nous avons toutes et tous communiqué très largement* », a alerté la secrétaire nationale des Écologistes Marine Tondelier, interpellant Laurent Nuñez tout en appelant chacun à se rendre « *où les organisateurs nous diront d'aller* ». « *Même moi je n'y comprends plus rien* », a-t-elle lâché, estimant qu'« *il devient de plus en plus compliqué de manifester dans ce pays* ».

« *En interdisant au dernier moment le premier parcours d'abord autorisé, [Sébastien] Lecornu cherche à désorganiser notre droit à manifester* », a accusé sur X le leader de La France insoumise, Jean-Luc Mélenchon. « *En se regroupant légalement Porte d'Italie, mettons en échec ses provocations* », a-t-il ajouté.

Sur X, Jean-Luc Mélenchon, a vivement critiqué l'intervention des forces de l'ordre en fin de cortège. « *Pour gâcher la journée et se détendre, les soi-disant forces de l'ordre gazent et tirent dans le tas en fin de cortège* », a accusé le leader insoumis, estimant que ces interventions visaient à produire des images pour les chaînes d'information.

@JLMelenchon

Ça continue la police des esprits par les télévisions du pouvoir. Ce soir, mise en scène des « *fins de cortège* » pour dégorger de la haine contre le mouvement populaire. Sans une image des masses en action pacifique.

Derrière chaque policier, une caméra complaisante. Et même des félicitations pour un dispositif pourtant prévu pour provoquer la pagaille. Et qui a encore mutilé deux personnes.

Éteignez les télé ! Faites-vous votre opinion sans tuteur. Voyagez dans les réseaux sociaux. Restez libres de penser par vous-mêmes.

Vues

À **Marseille**, la CGT évoque 100 000 manifestants, contre 17 000 selon les chiffres de la préfecture.

À Marseille, des échauffourées ont éclaté un peu avant 17 heures à la porte d'Aix, point d'arrivée de la manifestation. Les CRS ont notamment mené des charges pour disperser quelques dizaines de personnes, principalement vêtues de noir et leur jetant des projectiles.

- 24 octobre : Bordeaux, Nantes, Lyon... Des manifestations dans plusieurs villes malgré les interdictions - HuffPost 24 octobre 2026

À Bordeaux, Nantes ou Lyon, où il est interdit de manifester, des cortèges se sont tout de même élancés en début d'après-midi.

À **Bordeaux**, un cortège s'est élancé après 14 heures dans le centre-ville

Malgré l'interdiction de la préfecture de Gironde de manifester dans le centre-ville de Bordeaux, confirmée dans l'après-midi par le tribunal administratif, une mobilisation s'est élancée un peu après 14 heures de la place de la Bourse. Les manifestants ont d'abord suivi le parcours initial des syndicats dans la « *bonne ambiance* » et le « *calme* », ont rapporté Actu Bordeaux et Le Monde.

Mais, le face-à-face se tend désormais entre les manifestants et les forces de l'ordre alors que le cortège est arrivé à la place Gambetta, indiquent Sud Ouest et Actu Bordeaux.

- À **Nantes**, face à face tendu entre manifestants et forces de l'ordre

Face à l'interdiction de manifester dans le centre-ville de Nantes, les manifestants se sont d'abord retrouvés place de la République dans la cité des ducs, à l'appel de l'intersyndicale et de la coordination lycéenne.

Le cortège a ensuite fait face aux forces de l'ordre au moment de franchir la Loire et de rejoindre le centre-ville, périmètre interdit aux manifestations. Barrant l'accès au pont, les forces de l'ordre ont fait usage d'un canon à eau et de gaz lacrymogènes, tandis que quelques manifestants tiraient de petits projectiles dans leur direction. Le cortège est reparti en sens inverse, a constaté l'AFP.

Nos confrères d'Ouest-France rapportent toutefois des affrontements à plusieurs endroits du centre-ville de Nantes.

Les reporters d'Ouest-France comptabilisent entre 10 000 et 15 000 manifestants dans la cité corsaire et signalent une première personne blessée. Une femme de 38 ans aurait été touchée par une grenade de désencerclement à la jambe, d'après leurs informations.

À **Lyon**, des cortèges anarchiques dans le centre-ville

À Lyon, un rassemblement d'environ un millier de personnes qui s'était formé place Jean-Macé, dans le sud de la ville, hors du périmètre interdit de manifestation par la préfecture, a été dispersé par les forces de l'ordre en début d'après-midi, a constaté l'AFP. Vers 14 h 15, les forces de l'ordre ont fait usage de grenades lacrymogènes pour disperser la foule, qui s'est scindée dans la confusion.

Le cortège est désormais atomisé en plusieurs groupes de taille différente, selon Le Monde, qui rapporte que « *sous pression policière, plusieurs cortèges tournent de façon anarchique dans le 7e arrondissement* ». Entre 2 000 et 5 000 personnes y participent. L'hélicoptère de la gendarmerie continue en parallèle de surveiller la zone.

• D'autres rassemblements et cortèges interdits à Limoges, Nancy, Nice et Montpellier

Les trois métropoles ne sont pas les seules concernées par des rassemblements en dépit des interdictions de manifester. À **Nice**, des groupes de manifestants circulent dans le centre-ville et les forces de l'ordre interviennent pour les disperser.

À **Limoges**, où les rassemblements de plus de 20 personnes sont interdits dans une partie du centre-ville, des manifestants se rassemblent toutefois, indique Le Populaire du Centre. Les forces de l'ordre leur intiment également de se disperser.

À **Montpellier**, 4 000 manifestants sont présents dans le centre-ville malgré l'interdiction. La manifestation se déroule dans le calme.

Enfin, à **Nancy** et **Metz**, plusieurs rassemblements sont toujours en cours, en dépit là aussi des interdictions de manifester. Les cortèges ont progressé dans le calme avant que des tensions éclatent à Metz. Les grenades lacrymogènes et le canon à eau sont utilisés par la police, pour répliquer à des lancers de pierre de manifestants.

La situation se tend à **Nantes** et **Clermont-Ferrand**. Un canon à eau avait également été déployé à Nantes, ainsi que des blindés Centaure ; la situation s'y est tendue. À Clermont-Ferrand, les manifestants ont atteint le centre-ville, malgré l'interdiction des autorités.

- Canon à eau à **Nice**, des manifestants dispersés place Masséna Un canon à eau a été « utilisé » à Nice, selon un correspondant de BFMTV, afin de disperser les manifestants qui se sont regroupés place Masséna malgré les avertissements de la police. Le 22 octobre, la préfecture des Alpes-Maritimes avait publié un arrêté interdisant les regroupements et « *manifestations revendicatives* » ce 24 octobre de 8h à minuit dans plusieurs quartiers de la ville, dont la place Masséna. Selon des journalistes présents sur place, il n'y aurait « *pas du tout les mêmes profils* » que lors des violences du 17 octobre.

Plusieurs dizaines d'individus, considérés comme appartenant à des groupes identitaires, s'en sont pris à des manifestants dans le centre de Nice. ICI Azur, qui a également capté des affrontements entre ce groupe et des manifestants, avait rapporté plus tôt dans l'après-midi la présence d'« *un groupe d'extrême droite* » se dirigeant vers le centre-ville « *avec des slogans de soutien aux policiers* ».

À **Lille**, ce sont lacrymogènes, grenades de désencerclement et canons à eau qui ont été employés pour mettre un terme au rassemblement et, à Grenoble, près de 400 individus masqués ont commis des dégradations et attaqué les forces de l'ordre à coups de mortiers et de projectiles, selon la préfecture.

Plusieurs manifestants ont également été blessés. Le quotidien *La Nouvelle République* a fait état d'un manifestant touché à l'œil gauche à **Poitiers**, qui pourrait avoir reçu un débris dans l'œil après une charge de CRS. À **Toulouse**, un manifestant blessé de 20 ans a été évacué par les pompiers « *pour une blessure grave à la main* », selon la préfecture de Haute-Garonne. « *Les circonstances de cette blessure ne sont pas connues à ce stade* », a-t-elle précisé.

Dans leur démocratie, le parti fasciste est légal.

Congrès du RN : Seul candidat, Bardella réélu président avec 98,98 des voix - 20 Minutes avec AFP 24 octobre 2026

Ce samedi, à l'occasion du congrès annuel du Rassemblement national, le président sortant, Jordan Bardella, a été réélu avec un score de 98,98 % des voix. Seul candidat à sa succession, Jordan Bardella a sans surprise été réélu à Orléans, après un scrutin qui a enregistré un taux de participation proche de 68%.

Le sortant a recueilli 75.497 suffrages, contre à peine 779 bulletins blancs, selon les résultats annoncés par le député Yoann Gillet, chargé de l'organisation du congrès.

J-C - Depuis quand un parti d'extrême droite aurait-il des "penchants autoritaires " ou fascistes, sans blague ?

Le premier jour du congrès du Rassemblement national, en coulisses, plusieurs scènes, racontées ou filmées par les journalistes présents sur les lieux viennent rappeler la singularité et les penchants autoritaires du parti d'extrême droite. HuffPost 24 octobre 2026

Espagne.

Espagne: à Madrid, des milliers de manifestants pour défendre les retraites avant les élections - AFP 24 octobre 2026

Plusieurs milliers de manifestants ont défilé samedi midi dans le centre de Madrid pour défendre les retraites publiques, à un mois des élections législatives, alors que la gauche accuse la droite de vouloir ouvrir la voie à une privatisation partielle du système.

"Retraites garanties", "protéger les", pouvait-on lire sur des pancartes brandies par certains des 25.000 manifestants, selon un chiffre communiqué par la préfecture de Madrid à l'AFP.

En Espagne, la pension moyenne de retraite s'élevait en septembre à 1.576 euros mensuels pour près de 6,8 millions de bénéficiaires, selon le ministère de la Sécurité sociale. AFP 24 octobre 2026

S'inspirant de leurs homologues espagnols, des manifestants au Portugal se rassemblent depuis quelque temps des logements abordables. Ils ont défilé samedi à travers Lisbonne. AP 24 octobre 2026

Brésil.

« Je suis extrêmement fier » : Lula remporte l'élection présidentielle au Brésil - 20 Minutes 26 octobre 2026

Le président de gauche a été réélu ce dimanche 25 octobre avec près de 51,8 % des voix contre 48,2 % pour Flavio Bolsonaro.

Russie.

Le ministère russe de la Défense annonce avoir abattu 1 297 drones ukrainiens et intercepté cinq missiles de croisière en vingt-quatre heures - RT 24 oct. 2026

La défense antiaérienne russe a abattu 1 297 drones ukrainiens en vingt-quatre heures, ainsi qu'un missile de croisière SCALP de fabrication française et quatre missiles Neptune à longue portée, a annoncé le ministère russe de la Défense. Ces chiffres figurent dans le bilan quotidien publié par le ministère sur les opérations militaire chaque fois s en Ukraine.